

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.603

2 octobre 1997

(97-4156)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

| | |
|----|---|
| 1. | Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): |
| 2. | Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information |
| 3. | Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres: |
| 4. | Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Véhicules automobiles des catégories M1, M2 et M3, N1 (poids maximal supérieur à 750 kg), N2 et N3, véhicules à moteur à trois roues, motocyclettes et cyclomoteurs |
| 5. | Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement énonçant des prescriptions en rapport avec les permis de circulation individuels (Règlement sur les conditions d'agrément individuel) |
| 6. | Teneur: Ce projet de règlement énonce les prescriptions techniques que doit respecter un véhicule particulier pour obtenir son permis de circulation sur la voie publique. |
| 7. | Objectif et justification: Sécurité routière, sécurité des passagers et protection de l'environnement |
| 8. | Documents pertinents: Les textes ci-après sont importants aux fins de l'évaluation de ce projet de règlement: article 26, paragraphes 1 et 2, de la Loi de 1994 sur la circulation routière et article 2.2 du Règlement concernant les véhicules. |
| 9. | Date projetée pour l'adoption: 19 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 20 novembre 1997 |

./.

10. Date limite pour la présentation des observations: 18 novembre 1997

Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: